

**Question écrite n°817 - Sujet : Procédure de saisie immobilière**

**Auteur(s) :** Monsieur Roy Reding, Député

**Destinataire(s) :** Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

**Date limite de réponse à la question :** 30-01-2015

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
30-12-2014	Dépôt de la question	Document écrit de la question
30-01-2015	Délai de réponse dépassé	
10-02-2015	Réponse écrite de Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse

Roy REDING

Député adr

roy.reding@reding.lu

fax : 69 272 72

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

30 DEC. 2014

877

M. Mars di Bartolomeo

Président de la Chambre

19, um Krautmaart

L-1728 Lëtzebuerg

+352 466 966 210

Luxembourg, le 30 décembre 2014

Monsieur le Président,

Conformément au règlement de la Chambre des Députés, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice.

Aux termes de l'article 829 du Nouveau Code de Procédure Civile, lors d'une procédure de saisie immobilière, le saisissant doit faire sommation aux autres créanciers inscrits sur le ou les biens saisis « aux domiciles élus dans les inscriptions ».

Or en pratique il s'avère que souvent ce domicile soit n'existe plus ( cas d'un huissier démissionnaire et décédé ) soit présente pour le créancier d'autres inconvénients ( cas où le notaire habituel est parti en retraite et aucun successeur n'a encore pris la relève ). Le résultat est que le créancier n'a pas, ou très tardivement, connaissance de la procédure en cours.

Afin de garantir qu'un créancier inscrit soit averti d'un acte aussi grave qu'une procédure de saisie sur le bien qui constitue sa garantie, n'êtes vous pas d'avis qu'une signification à domicile s'impose et que ledit article devrait être modifié en ce sens ?

Profond respect,

Roy-Reding



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 10 février 2015  
Réf : QP-58/14

CHAMBRE DES DEPUTES  
Entrée le:  
11 FEV. 2015

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg

**Objet :** Question parlementaire n°817 du 30 décembre 2014 de Monsieur le  
Député Roy Reding

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe la réponse de mon département à la question  
parlementaire sous rubrique.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de croire en l'expression de mes sentiments  
très distingués.

Félix Braz  
Ministre de la Justice



**Réponse du Ministre de la Justice à la question parlementaire n° 817 du 30 décembre 2014 de l'honorable Député Roy Reding**

D'après des renseignements de la part de la Chambre des Notaires, la difficulté mentionnée par l'honorable Député Reding peut s'avérer réelle, particulièrement dans le cas d'inscriptions judiciaires.

La Chambre des Notaires suggère de permettre la signification à domicile, mais propose de laisser subsister l'option d'une signification à domicile élu.

Je me rallie à cette proposition. Une adaptation de l'article 829 du Nouveau Code de procédure civile en ce sens peut effectivement être envisagée, afin de permettre que le plus grand nombre de créanciers inscrits sur le ou les biens saisis puisse être informé.